

L'économie est à redresser? Pas sans lutter contre la pauvreté!



Ça prend des engagements pour le droit à un revenu décent, à la santé, au logement et à la justice !

MANIFESTATION

JEUDI 27 NOVEMBRE

MONTREAL

DÉPART 11H00

CARRÉ PHILIPPS
EN FACE DU MAGASIN

LA BAIE - MÉTRO MC GILL

INFORMATIONS: www.frapru.qc.ca / 514-522-1010

Organisé par le FRAPRU, le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance Québec (RSIQ), la Coalition contre la précarité et la Coalition Solidarité-Santé.

POUR LE DROIT ...

À UN REVENU DÉCENT !

Comment prétendre vouloir lutter contre la pauvreté en forçant des personnes à survivre avec des prestations d'aide sociale de 575 \$ par mois ou un salaire minimum rapportant 17 600\$ pour un travail à temps plein ? Pour sortir de la pauvreté, il faut hausser le salaire minimum à 10,65\$ de l'heure, minimum! Et il faut des prestations d'aide sociale permettant de subvenir à l'ensemble de ses besoins, pleinement indexées à chaque année.

AU LOGEMENT !

448 400 ménages locataires au Québec dépensent plus de 30% de leur revenu pour se loger, au détriment de leurs autres besoins, et souvent dans un logement en mauvais état. Près de 50 000 personnes connaissent l'itinérance chaque année. Pour leur permettre dès maintenant de sortir un jour de la pauvreté, ça prend un plan d'investissements sur 5 ans pour 50 000 nouveaux logements sociaux et l'adoption d'une politique globale en itinérance!

À LA SANTÉ !

La santé n'est pas un privilège, c'est un droit. Ce droit est menacé par la privatisation croissante du système de santé qui crée une société à 2 vitesses. Pour garantir le droit à la santé, il faut rétablir et maintenir un système de santé public, accessible et de qualité, en augmentant son financement et en assurant la gratuité des médicaments pour toutes les personnes à faible revenu.

À LA JUSTICE !

Plusieurs personnes à faible revenu n'ont pas accès à la justice parce que pas éligibles à l'aide juridique. Le gouvernement doit réviser ses critères d'admissibilité pour que toutes les personnes à faible revenu puissent défendre leurs droits.